

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/Q1/CHN/1
G/SCM/Q1/CHN/1
18 septembre 2002
(02-4983)

Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

Questions posées par les COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES concernant la notification de la RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE¹

La Délégation permanente de la Commission européenne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 16 septembre 2002.

Questions posées par la Communauté européenne dans le cadre du Mécanisme d'examen transitoire concernant la Chine sur les pratiques antidumping

- Plusieurs articles du règlement attribuent des rôles et des responsabilités différents, conjoints ou complémentaires au Ministère du commerce extérieur et de la coopération économique (MOFTEC) et à la Commission d'État pour l'économie et le commerce (SETC). La République populaire de Chine pourrait-elle indiquer quels sont exactement le rôle, les fonctions et les responsabilités de ces deux organes et leurs rapports institutionnels dans le cadre des procédures antidumping?
- La République populaire de Chine pourrait-elle préciser la question de la représentation juridique en cas de procédures antidumping? En particulier, un avocat qui n'est pas ressortissant chinois peut-il agir pour le compte d'exportateurs dans le cadre de procédures antidumping (par exemple soumettre des observations écrites, participer à des audiences)? Dans la négative, la République populaire de Chine peut-elle expliquer pourquoi?
- L'article 4 énonce les règles de détermination de la valeur normale. La République populaire de Chine peut-elle confirmer que, conformément à l'article 2.2 de l'Accord antidumping, seul un prix comparable du produit similaire exporté vers un pays tiers approprié peut être utilisé, à condition que ce prix soit représentatif?
- Article 5 2) du règlement: la République populaire de Chine pourrait-elle confirmer que l'on ne considère que l'on ne peut se fonder sur le prix à l'exportation que dans le cas de l'existence d'une association ou d'un arrangement de compensation, conformément à l'article 2.3 de l'Accord antidumping?
- L'Article 8 du règlement contient des règles de détermination du dommage. La CE remarque que cette disposition n'énumère pas tous les facteurs et indices économiques pertinents qui

¹ G/ADP/N/1/CHN/2.

influent sur la situation de la branche de production nationale, comme le prévoit l'article 3.4 de l'Accord de l'OMC. Comment la République populaire de Chine garantit-elle que les autorités chargées de l'enquête ne prendront pas en considération des facteurs moins nombreux que l'exige l'article 3.4 de l'Accord antidumping (voir, par exemple, Thaïlande - Poutres en H en provenance de Pologne, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS122/AB/R, paragraphes 121 à 128)?

- D'après l'article 20 du règlement, le MOFTEC peut procéder à des enquêtes sur le territoire d'autres pays, à moins que le pays concerné ne s'y oppose. La République populaire de Chine peut-elle confirmer que le MOFTEC obtiendra également l'accord des entreprises concernées, conformément à l'article 6.7 de l'Accord antidumping? Comment entend-elle s'assurer de la mise à disposition ou de la divulgation des résultats de ces enquêtes conformément à la dernière phrase de l'article 6.7 de l'Accord antidumping?
- Certains aspects des dispositions relatives au rassemblement d'éléments de preuve ne sont pas clairs; par exemple:
 - De quel délai disposent les exportateurs ou les producteurs étrangers pour remplir les questionnaires (cf. article 6.1.1 de l'Accord antidumping)?
 - Les éléments de preuve présentés par une partie intéressée sont-ils mis à la disposition des autres parties intéressées, sous réserve de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels (cf. article 6.1.2 de l'Accord antidumping)?
 - Y a-t-il des règles sur la fourniture de résumés non confidentiels (cf. article 6.5.1 de l'Accord antidumping)?
 - Existe-t-il des règles régissant l'utilisation d'échantillons (cf. article 6.10, 6.10.1, 6.10.2 et article 9.4 de l'Accord antidumping)?
- Selon la première phrase de l'article 27 du règlement, une enquête est close lorsque existent les circonstances énumérées aux points 1) à 5). Or, il est dit à la seconde phrase de cet article que l'enquête sera close si les produits en cause relèvent du point 2, 3 ou 4 du paragraphe précédent. La République populaire de Chine peut-elle préciser le rapport qui existe entre la première et la dernière phrase de cet article?
- L'article 30 du règlement prévoit que, "dans des circonstances spéciales", la période d'application de droits antidumping provisoires peut être prorogée pour atteindre neuf mois. La République populaire de Chine pourrait-elle confirmer que les "circonstances spéciales" ne désignent que la situation dans laquelle les autorités examinent si un droit moindre que la marge de dumping suffirait à faire disparaître le dommage, conformément à l'article 7.4 de l'Accord antidumping?
- L'article 48 du nouveau règlement permet de proroger des mesures "selon qu'il conviendra" lorsqu'il a été déterminé, à la suite d'un réexamen, qu'il est nécessaire de maintenir les mesures imposées. Quelle peut être la durée de ce délai et comment cette disposition s'articule-t-elle avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping?
- Le nouveau règlement ne contient pas de dispositions concernant le contenu détaillé des avis au public concernant l'ouverture d'une enquête antidumping, la détermination préliminaire ou finale, l'acceptation ou l'expiration d'un engagement, et la suppression d'un droit antidumping

définitif (cf. l'article 12.1.1, 12.2.1, 12.2.2, 12.2.3 et 12.3 de l'Accord antidumping). Quelles sont les règles ou les pratiques à cet égard?

- Pour certains aspects de l'enquête, l'Accord antidumping prévoit des instructions plus détaillées que l'on ne retrouve pas dans le règlement antidumping de la République populaire de Chine. C'est par exemple le cas en ce qui concerne les articles 2.2.1, 2.2.1.1, 2.2.2, 2.4.1, 4.2, 5.7, 6.1, 6.3, 6.5.2, 6.11, 6.12, 6.13, 10.4, et certaines parties des articles 2.4, 3.5, 3.7, 4.1 ii), 6.1.3, 8.3, 10.6 ii) de l'Accord antidumping de l'OMC. La République populaire de Chine peut-elle confirmer que, lorsqu'elle mènera des enquêtes antidumping, elle respectera aussi ces dispositions de l'Accord antidumping qui ne sont reprises que partiellement ou pas du tout de sa législation?
 - L'article 56 du règlement prévoit que la Chine peut adopter des mesures "appropriées" chaque fois qu'un pays applique de manière discriminatoire des mesures antidumping à l'encontre d'importations originaires de la République populaire de Chine. Celle-ci peut-elle expliquer comment cette disposition s'articule avec les règles claires de l'OMC relatives au règlement des différends qui prévoit que, en cas de différend ou de mesure incompatible avec les règles de l'OMC (comme le seraient des mesures discriminatoires), les Membres de l'OMC devraient s'efforcer de résoudre le différend à l'amiable et, au besoin, recourir à l'Organe de règlement des différends. Ce n'est que dans des conditions rigoureusement définies dans les règles régissant le règlement des différends que des mesures "de rétorsion" peuvent être admises dans le cadre de l'OMC. Y a-t-il déjà eu des cas où l'article 56 a été appliqué? Dans l'affirmative, des renseignements pourraient-ils être communiqués sur ces cas? Dans la négative, comment la République populaire de Chine envisage-t-elle d'appliquer l'article 56, en particulier à la lumière des règles de l'OMC?
 - La République populaire de Chine peut-elle préciser si des dispositions d'application ont été adoptées conformément à l'article 58 du règlement et, si c'est le cas, quel est leur contenu et quand seront-elles notifiées à l'OMC?
-